

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Sale-temps-pour-le-nucleaire-francais>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > L'industrie nucléaire est en faillite ! > **Sale temps pour le nucléaire français !**

30 mars 2016

Sale temps pour le nucléaire français !

Contestation en interne et par les pays voisins sur fond de situation financière catastrophique : depuis quelques mois, un véritable vent de panique souffle sur l'industrie nucléaire. Faut-il y voir les prémices d'une prise de conscience pour un changement de modèle énergétique ?



Des centrales contestées par nos voisins européens

Nos voisins immédiats voient d'un mauvais œil la prolongation du fonctionnement des centrales nucléaires situées à leurs frontières. Ces derniers temps, les protestations se sont multipliées.

Le 2 mars 2016, le canton et la ville de Genève, ainsi que 4 plaignants riverains, défendus par l'ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage, ont [déposé plainte contre X](#) pour « mise en danger délibéré de la vie d'autrui » et « pollution des eaux » concernant la centrale nucléaire du Bugey.

Le 4 mars, un expert nucléaire allemand, Manfred Mertins, a provoqué un tollé en faisant sortir de l'ombre un « incident » révélateur d'inquiétants dysfonctionnements passés sous silence à Fessenheim en avril 2014. Il y a deux ans, un réservoir trop rempli avait débordé, éclaboussant des équipements électriques et provoquant un court-circuit. Dans la panique, le réacteur avait dû être mis à l'arrêt par des moyens peu habituels ([en savoir plus](#)). À l'époque, la presse française était restée muette sur le sujet et les questions des militants français n'avaient pas reçu de réponse. Le scandale lié à la redécouverte de ce problème a mené Barbara Hendricks, ministre allemande de l'Environnement, à demander la fermeture la plus rapide possible de la centrale alsacienne.

Ce même expert, Manfred Mertins, est également à l'origine d'un rapport publié le 26 février sur la centrale nucléaire de Cattenom, située à 10 km de l'Allemagne et du Luxembourg. Comparant Cattenom aux normes européennes en vigueur, celui-ci déduit que la résistance de la centrale aux risques de séisme et d'inondation est insuffisante. Cette publication a suscité [d'importantes réactions politiques](#) : les ministres allemandes et luxembourgeoises de l'Environnement ont écrit Ségolène Royale pour demander la fermeture de la centrale, tandis que les ministres luxembourgeoises de l'Environnement et de la Santé ont saisi la Commission Européenne.

Les projets d'EPR en Grande-Bretagne plus critiqués que jamais

La contestation internationale touche également le projet de construction par EDF de deux réacteurs EPR sur le site d'Hinkley Point, en Grande-Bretagne. En juillet 2015, l'Autriche avait déjà déposé plainte contre le projet auprès de la Commission Européenne, pour dénoncer un mode de financement aboutissant à des subventions déguisées. En mars 2016, le Luxembourg vient à son tour de [déposer un mémoire](#).

Les Britanniques eux-mêmes, longtemps enthousiasmés par le nucléaire, se montrent de plus en plus sceptiques face à ce projet. Si le Premier Ministre, David Cameron, continue à soutenir le projet, de plus en plus de députés expriment leurs doutes et les médias de tous bords appellent à l'annulation.

Enfin, la contestation a pris une ampleur inégalée au sein même d'EDF. Depuis plusieurs mois, les syndicats sont vent debout contre un projet qu'ils estiment suicidaire (sur 5000 salariés interrogés par la CGT, 90 % souhaiteraient un report !). Des [ingénieurs chevronnés d'EDF](#), dans un livre blanc, plaident également pour un report de deux ans. Mais ces doutes ont également éclaté avec la démission, début mars, de Thomas Piquemal, directeur financier d'EDF, départ qui aurait été provoqué par un désaccord sur la faisabilité financière d'Hinkley Point. Des administrateurs d'EDF [expriment maintenant publiquement leur désapprobation](#) sur le projet de centrale.

Il faut dire que le projet contient des clauses particulièrement lourdes, [dont le JDD vient de révéler l'existence](#). EDF, manquant cruellement de fonds, ne peut assumer que 16 milliards d'euros sur les 23 milliards que sont censés coûter les réacteurs d'Hinkley Point. Elle a donc dû s'appuyer sur la firme China Guangdong Nuclear pour assurer le financement du reste du projet. Et pour retenir CGN, EDF s'est engagée à prendre à sa charge 80 % des surcoûts auxquels pourrait éventuellement (ou plutôt, probablement) faire face son partenaire chinois. Plus encore, si le recours déposé par l'Autriche contre le financement d'Hinkley Point venait à aboutir, EDF l'indemniserait à hauteur de 1,6 milliards !

Pour EDF, Hinkley Point constitue le projet de la dernière chance pour montrer qu'elle peut encore vendre des réacteurs et apporter la preuve d'une « renaissance du nucléaire

». Ces difficultés surviennent sur fond de situation financière catastrophique, alors qu'EDF, endettée à hauteur de 37,4 milliards d'euros fin 2015, est également censée racheter les activités réacteur d'Areva et devra bientôt faire face confrontée aux 100 milliards d'euros de dépenses à venir pour prolonger la durée de fonctionnement de ses centrales. Le statu quo n'est plus possible et un changement de modèle s'impose. Nos dirigeants vont-ils enfin le réaliser ?